

Arrêté du 26 novembre 2003 portant extension d'un accord interprofessionnel relatif au financement des actions de promotion, recherche et expérimentation en faveur du secteur de l'huile d'olive pour la campagne 2003-2004

NOR : AGRP0302397A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu l'article L. 632-3 du livre VI du code rural relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole ;

Vu l'arrêté du 20 mars 1978 portant reconnaissance de l'Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL) ;

Vu la résolution en date du 3 juillet 2003 de la section olive de l'ONIDOL (AFIDOL) ;

Vu la demande d'extension d'accord interprofessionnel adressée par le directeur de l'Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL) le 22 septembre 2003.

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les dispositions de l'accord interprofessionnel, conclu le 3 juillet 2003 par les organisations professionnelles représentatives au sein de la section olive (AFIDOL) de l'Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL) (1), relatives au financement des actions de promotion, recherche et expérimentation conduites par la section olive de l'ONIDOL (AFIDOL) en faveur du secteur de l'huile d'olive sont étendues sur le territoire national à l'ensemble des producteurs et ateliers de transformation d'huile d'olive.

Art. 2. – Le directeur des politiques économique et internationale et le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2003.

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des politiques économique et internationale :

L'ingénieure en chef du génie rural, des eaux et des forêts,

M. GUITTARD

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes :

Le chef de service,

L. VALADE

(1) Cet accord pourra être consulté auprès de l'Organisation interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL), 12, avenue George-V, 75008 Paris, ou au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (bureau de l'organisation des filières), 3, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

Arrêté du 26 novembre 2003 relatif au pourcentage de blé que les coopératives de meunerie, de meunerie-boulangerie ou de semoulerie pourront utiliser en dehors des blés de leurs adhérents au cours de la campagne 2003-2004

NOR : AGRP0302398A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu l'article L. 621-25 du code rural ;

Vu l'article 207 du code général des impôts ;

Vu les délibérations du comité permanent de l'Office national interprofessionnel des céréales, lors de sa réunion du 8 octobre 2003,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le pourcentage de blé que les coopératives de meunerie, de meunerie-boulangerie ou de semoulerie pourront utiliser en dehors des blés de leurs adhérents, sans perdre le bénéfice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 207 du code général des impôts, est fixé pour la campagne 2003-2004 à 5 %.

Art. 2. – Le directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2003.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des politiques économique et internationale :

L'ingénieure en chef du génie rural, des eaux et des forêts,

M.-F. CAZALÈRE

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Décret n° 2003-1170 du 8 décembre 2003 portant majoration à compter du 1^{er} janvier 2004 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

NOR : FPPX0300198D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment le titre I^{er} du livre V et le titre V du livre VII ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 2004 :

I. – Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Art. 3.** – La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1972 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension est fixée à 5 275,58 € à compter du 1^{er} janvier 2004. »

II. – Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Art. 5.** – Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} janvier 2004. »

III. – Le barème B annexé au décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé à compter du 1^{er} janvier 2004 par le barème B figurant en annexe du présent décret.

IV. – Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Art. 6.** – Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2004 :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (EN EUROS) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} janvier 2004			
GROUPES	CHEVRONS		
	I	II	III
A.....	46 425,10	48 271,56	50 751,08
B.....	50 751,08	52 914,07	55 762,88
B bis.....	55 762,88	57 240,04	58 769,96
C.....	58 769,96	60 036,10	61 355,00
D.....	61 355,00	64 151,05	66 947,11

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (EN EUROS) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} janvier 2004			
GROUPES	CHEVRONS		
	I	II	III
E.....	66 947,11	69 584,90	-
F.....	72 169,93	-	-
G.....	79 133,70	-	-

V. – L'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 7.** – Pour l'application des dispositions législatives et réglementaires se référant au traitement de l'indice 100 prévu par le décret du 10 juillet 1948 susvisé, ce traitement est constitué par le traitement afférent à l'indice majoré 172 (indice brut 100). »

Art. 2. – Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2003.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,*
JEAN-PAUL DELEVOYE

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
FRANCIS MER

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,*
ALAIN LAMBERT

A N N E X E

BARÈME B

Traitements annuels bruts soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} janvier 2004

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
172	9 074,00	185	9 759,82	198	10 445,65
173	9 126,75	186	9 812,58	199	10 498,40
174	9 179,51	187	9 865,33	200	10 551,16
175	9 232,27	188	9 918,09	201	10 603,92
176	9 285,02	189	9 970,85	202	10 656,67
177	9 337,78	190	10 023,60	203	10 709,43
178	9 390,53	191	10 076,36	204	10 762,18
179	9 443,29	192	10 129,11	205	10 814,94
180	9 496,04	193	10 181,87	206	10 867,69
181	9 548,80	194	10 234,63	207	10 920,45
182	9 601,56	195	10 287,38	208	10 973,21
183	9 654,31	196	10 340,14	209	11 025,96
184	9 707,07	197	10 392,89	210	11 078,72

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
211	11 131,47	268	14 138,55	325	17 145,64
212	11 184,23	269	14 191,31	326	17 198,39
213	11 236,99	270	14 244,07	327	17 251,15
214	11 289,74	271	14 296,82	328	17 303,90
215	11 342,50	272	14 349,58	329	17 356,66
216	11 395,25	273	14 402,33	330	17 409,41
217	11 448,01	274	14 455,09	331	17 462,17
218	11 500,76	275	14 507,85	332	17 514,93
219	11 553,52	276	14 560,60	333	17 567,68
220	11 606,28	277	14 613,36	334	17 620,44
221	11 659,03	278	14 666,11	335	17 673,19
222	11 711,79	279	14 718,87	336	17 725,95
223	11 764,54	280	14 771,62	337	17 778,70
224	11 817,30	281	14 824,38	338	17 831,46
225	11 870,06	282	14 877,14	339	17 884,22
226	11 922,81	283	14 929,89	340	17 936,97
227	11 975,57	284	14 982,65	341	17 989,73
228	12 028,32	285	15 035,40	342	18 042,48
229	12 081,08	286	15 088,16	343	18 095,24
230	12 133,83	287	15 140,91	344	18 148,00
231	12 186,59	288	15 193,67	345	18 200,75
232	12 239,35	289	15 246,43	346	18 253,51
233	12 292,10	290	15 299,18	347	18 306,26
234	12 344,86	291	15 351,94	348	18 359,02
235	12 397,61	292	15 404,69	349	18 411,77
236	12 450,37	293	15 457,45	350	18 464,53
237	12 503,12	294	15 510,21	351	18 517,29
238	12 555,88	295	15 562,96	352	18 570,04
239	12 608,64	296	15 615,72	353	18 622,80
240	12 661,39	297	15 668,47	354	18 675,55
241	12 714,15	298	15 721,23	355	18 728,31
242	12 766,90	299	15 773,98	356	18 781,06
243	12 819,66	300	15 826,74	357	18 833,82
244	12 872,42	301	15 879,50	358	18 886,58
245	12 925,17	302	15 932,25	359	18 939,33
246	12 977,93	303	15 985,01	360	18 992,09
247	13 030,68	304	16 037,76	361	19 044,84
248	13 083,44	305	16 090,52	362	19 097,60
249	13 136,19	306	16 143,27	363	19 150,36
250	13 188,95	307	16 196,03	364	19 203,11
251	13 241,71	308	16 248,79	365	19 255,87
252	13 294,46	309	16 301,54	366	19 308,62
253	13 347,22	310	16 354,30	367	19 361,38
254	13 399,97	311	16 407,05	368	19 414,13
255	13 452,73	312	16 459,81	369	19 466,89
256	13 505,48	313	16 512,57	370	19 519,65
257	13 558,24	314	16 565,32	371	19 572,40
258	13 611,00	315	16 618,08	372	19 625,16
259	13 663,75	316	16 670,83	373	19 677,91
260	13 716,51	317	16 723,59	374	19 730,67
261	13 769,26	318	16 776,34	375	19 783,43
262	13 822,02	319	16 829,10	376	19 836,18
263	13 874,78	320	16 881,86	377	19 888,94
264	13 927,53	321	16 934,61	378	19 941,69
265	13 980,29	322	16 987,37	379	19 994,45
266	14 033,04	323	17 040,12	380	20 047,20
267	14 085,80	324	17 092,88	381	20 099,96

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
382	20 152,72	439	23 159,80	496	26 166,88
383	20 205,47	440	23 212,55	497	26 219,63
384	20 258,23	441	23 265,31	498	26 272,39
385	20 310,98	442	23 318,06	499	26 325,14
386	20 363,74	443	23 370,82	500	26 377,90
387	20 416,49	444	23 423,58	501	26 430,66
388	20 469,25	445	23 476,33	502	26 483,41
389	20 522,01	446	23 529,09	503	26 536,17
390	20 574,76	447	23 581,84	504	26 588,92
391	20 627,52	448	23 634,60	505	26 641,68
392	20 680,27	449	23 687,35	506	26 694,43
393	20 733,03	450	23 740,11	507	26 747,19
394	20 785,79	451	23 792,87	508	26 799,95
395	20 838,54	452	23 845,62	509	26 852,70
396	20 891,30	453	23 898,38	510	26 905,46
397	20 944,05	454	23 951,13	511	26 958,21
398	20 996,81	455	24 003,89	512	27 010,97
399	21 049,56	456	24 056,64	513	27 063,73
400	21 102,32	457	24 109,40	514	27 116,48
401	21 155,08	458	24 162,16	515	27 169,24
402	21 207,83	459	24 214,91	516	27 221,99
403	21 260,59	460	24 267,67	517	27 274,75
404	21 313,34	461	24 320,42	518	27 327,50
405	21 366,10	462	24 373,18	519	27 380,26
406	21 418,85	463	24 425,94	520	27 433,02
407	21 471,61	464	24 478,69	521	27 485,77
408	21 524,37	465	24 531,45	522	27 538,53
409	21 577,12	466	24 584,20	523	27 591,28
410	21 629,88	467	24 636,96	524	27 644,04
411	21 682,63	468	24 689,71	525	27 696,80
412	21 735,39	469	24 742,47	526	27 749,55
413	21 788,15	470	24 795,23	527	27 802,31
414	21 840,90	471	24 847,98	528	27 855,06
415	21 893,66	472	24 900,74	529	27 907,82
416	21 946,41	473	24 953,49	530	27 960,57
417	21 999,17	474	25 006,25	531	28 013,33
418	22 051,92	475	25 059,01	532	28 066,09
419	22 104,68	476	25 111,76	533	28 118,84
420	22 157,44	477	25 164,52	534	28 171,60
421	22 210,19	478	25 217,27	535	28 224,35
422	22 262,95	479	25 270,03	536	28 277,11
423	22 315,70	480	25 322,78	537	28 329,86
424	22 368,46	481	25 375,54	538	28 382,62
425	22 421,22	482	25 428,30	539	28 435,38
426	22 473,97	483	25 481,05	540	28 488,13
427	22 526,73	484	25 533,81	541	28 540,89
428	22 579,48	485	25 586,56	542	28 593,64
429	22 632,24	486	25 639,32	543	28 646,40
430	22 684,99	487	25 692,07	544	28 699,16
431	22 737,75	488	25 744,83	545	28 751,91
432	22 790,51	489	25 797,59	546	28 804,67
433	22 843,26	490	25 850,34	547	28 857,42
434	22 896,02	491	25 903,10	548	28 910,18
435	22 948,77	492	25 955,85	549	28 962,93
436	23 001,53	493	26 008,61	550	29 015,69
437	23 054,28	494	26 061,37	551	29 068,45
438	23 107,04	495	26 114,12	552	29 121,20

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
553	29 173,96	610	32 181,04	667	35 188,12
554	29 226,71	611	32 233,79	668	35 240,87
555	29 279,47	612	32 286,55	669	35 293,63
556	29 332,22	613	32 339,31	670	35 346,39
557	29 384,98	614	32 392,06	671	35 399,14
558	29 437,74	615	32 444,82	672	35 451,90
559	29 490,49	616	32 497,57	673	35 504,65
560	29 543,25	617	32 550,33	674	35 557,41
561	29 596,00	618	32 603,08	675	35 610,17
562	29 648,76	619	32 655,84	676	35 662,92
563	29 701,52	620	32 708,60	677	35 715,68
564	29 754,27	621	32 761,35	678	35 768,43
565	29 807,03	622	32 814,11	679	35 821,19
566	29 859,78	623	32 866,86	680	35 873,94
567	29 912,54	624	32 919,62	681	35 926,70
568	29 965,29	625	32 972,38	682	35 979,46
569	30 018,05	626	33 025,13	683	36 032,21
570	30 070,81	627	33 077,89	684	36 084,97
571	30 123,56	628	33 130,64	685	36 137,72
572	30 176,32	629	33 183,40	686	36 190,48
573	30 229,07	630	33 236,15	687	36 243,23
574	30 281,83	631	33 288,91	688	36 295,99
575	30 334,59	632	33 341,67	689	36 348,75
576	30 387,34	633	33 394,42	690	36 401,50
577	30 440,10	634	33 447,18	691	36 454,26
578	30 492,85	635	33 499,93	692	36 507,01
579	30 545,61	636	33 552,69	693	36 559,77
580	30 598,36	637	33 605,44	694	36 612,53
581	30 651,12	638	33 658,20	695	36 665,28
582	30 703,88	639	33 710,96	696	36 718,04
583	30 756,63	640	33 763,71	697	36 770,79
584	30 809,39	641	33 816,47	698	36 823,55
585	30 862,14	642	33 869,22	699	36 876,30
586	30 914,90	643	33 921,98	700	36 929,06
587	30 967,65	644	33 974,74	701	36 981,82
588	31 020,41	645	34 027,49	702	37 034,57
589	31 073,17	646	34 080,25	703	37 087,33
590	31 125,92	647	34 133,00	704	37 140,08
591	31 178,68	648	34 185,76	705	37 192,84
592	31 231,43	649	34 238,51	706	37 245,59
593	31 284,19	650	34 291,27	707	37 298,35
594	31 336,95	651	34 344,03	708	37 351,11
595	31 389,70	652	34 396,78	709	37 403,86
596	31 442,46	653	34 449,54	710	37 456,62
597	31 495,21	654	34 502,29	711	37 509,37
598	31 547,97	655	34 555,05	712	37 562,13
599	31 600,72	656	34 607,80	713	37 614,89
600	31 653,48	657	34 660,56	714	37 667,64
601	31 706,24	658	34 713,32	715	37 720,40
602	31 758,99	659	34 766,07	716	37 773,15
603	31 811,75	660	34 818,83	717	37 825,91
604	31 864,50	661	34 871,58	718	37 878,66
605	31 917,26	662	34 924,34	719	37 931,42
606	31 970,01	663	34 977,10	720	37 984,18
607	32 022,77	664	35 029,85	721	38 036,93
608	32 075,53	665	35 082,61	722	38 089,69
609	32 128,28	666	35 135,36	723	38 142,44

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
724	38 195,20	755	39 830,63	791	41 729,84
725	38 247,96	756	39 883,38	792	41 782,59
726	38 300,71	757	39 936,14	793	41 835,35
727	38 353,47	758	39 988,90	794	41 888,11
728	38 406,22	759	40 041,65	795	41 940,86
729	38 458,98	760	40 094,41	796	41 993,62
730	38 511,73	761	40 147,16	797	42 046,37
731	38 564,49	762	40 199,92	798	42 099,13
732	38 617,25	763	40 252,68	799	42 151,88
733	38 670,00	764	40 305,43	800	42 204,64
734	38 722,76	765	40 358,19	801	42 257,40
735	38 775,51	766	40 410,94	802	42 310,15
736	38 828,27	767	40 463,70	803	42 362,91
737	38 881,02	768	40 516,45	804	42 415,66
738	38 933,78	769	40 569,21	805	42 468,42
739	38 986,54	770	40 621,97	806	42 521,17
740	39 039,29	771	40 674,72	807	42 573,93
741	39 092,05	772	40 727,48	808	42 626,69
742	39 144,80	773	40 780,23	809	42 679,44
743	39 197,56	774	40 832,99	810	42 732,20
744	39 250,32	775	40 885,75	811	42 784,95
745	39 303,07	776	40 938,50	812	42 837,71
746	39 355,83	777	40 991,26	813	42 890,47
747	39 408,58	778	41 044,01	814	42 943,22
748	39 461,34	779	41 096,77	815	42 995,98
749	39 514,09	780	41 149,52	816	43 048,73
750	39 566,85	781	41 202,28	817	43 101,49
751	39 619,61	782	41 255,04	818	43 154,24
752	39 672,36	783	41 307,79	819	43 207,00
753	39 725,12	784	41 360,55	820	43 259,76
754	39 777,87	785	41 413,30		
		786	41 466,06		
		787	41 518,81		
		788	41 571,57		
		789	41 624,33		
		790	41 677,08		

MINISTÈRE DE L'OUTRE-MER

Décret n° 2003-1171 du 8 décembre 2003 relatif à l'emploi d'administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises

NOR : DOMX0300189D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'outre-mer,

Vu la Constitution, notamment son article 37, alinéa 2 ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 conférant l'autonomie administrative et financière aux Terres australes et antarctiques françaises, modifiée par le décret n° 96-200 du 14 mars 1996 relatif au siège de l'administration des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer, notamment son article 2 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1171 du 5 décembre 1958 ratifiant des ordonnances prises en application de la loi n° 58-520 du 3 juin 1958 ;

Vu l'avant-dernier alinéa de l'article R. 123-20 du code de justice administrative ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Dans le texte de l'article 2 de la loi du 6 août 1955 susvisée, les mots : « d'un administrateur en chef de la France d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « d'un représentant de l'Etat ».

Art. 2. – Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et la ministre de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2003.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

La ministre de l'outre-mer,
BRIGITTE GIRARDIN

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,*
JEAN-PAUL DELEVOYE